

Anticonstitutionnellement, l'ADQ? Jamais!

L'Action Démocratique du Québec (ADQ) a maintenant dévoilé son nouveau programme. Ce programme est le parfait reflet du credo adéquistes : l'autonomisme. Sans vouloir remettre en cause la logique que sous-tend son orientation politique, il est certain que Dumont est sensible à plusieurs des aspirations de la population qui se canaliseront peut-être en véritable volonté de changement politique. Ce programme est intéressant, à plusieurs égards. Certains sont d'accord, d'autres sceptiques. Cependant, le peuple du Québec veut — et ce depuis toujours — que le Québec se développe, aille plus loin et soit plus fort.

L'Action démocratique du Québec frappe le Parti québécois (PQ) en plein front avec le dévoilement de ce nouveau programme. En effet, ce programme comporte trois gestes de souveraineté dont au moins deux sont tout droit tirés de l'actuel bréviaire péquiste. Ces gestes de rupture sont :

- l'adoption d'une constitution
- l'institution d'une citoyenneté

Le troisième geste est :

- l'implantation d'un rapport d'impôt unique

Voilà des attributs de l'État. Voilà des attributs des États indépendants. Voilà, des prérogatives résolument *canadian*.

D'affirmation

« ... plus d'autonomie politique, économique et culturelle et ce, dans l'ensemble *canadian* »¹

L'ADQ aura beau nous répéter *ad nauseam* qu'il faut « s'affirmer sans se séparer » et qu'il faut agir « dans l'ensemble *canadian* », personne n'est dupe. Ces gestes n'auront jamais l'aval d'*Ottawa*. Ces gestes sont absolument irrecevables au *Canada*. Ces gestes sont anticonstitutionnels. Stephen et Stéphane ne veulent strictement rien savoir de ça. 77 % des *canadiens* sont contre la nation. Imaginez un seul instant le pourcentage de ceux qui s'opposeraient à ce que « nation » puisse éventuellement vouloir dire quelque chose, à ce que reconnaître la « nation » soit accompagné de pouvoirs concrets. Dumont propose justement la conquête de pouvoirs nationaux concrets. Or, malgré la noblesse de cette idée, Dumont s'en refuse les moyens, expressément. Le premier de ces moyens, celui qui est essentiel, est la lutte politique avec *Ottawa* pour lui arracher notre pouvoir national. N'y songez même pas.

¹ Toutes les citations : http://adq.qc.ca/tiki-download_file.php?fileId=2
NDLR l'italique anglaise est de l'auteur de cet article

De courage

« ... tous deux ont échoué dans leur tentative de rallier une majorité et de régler une fois pour toutes la question de l'avenir politique du Québec. »

Cela est faux. Les fédéralistes ont rallié deux majorités contre la souveraineté. Pourtant, la question nationale du Québec n'est toujours pas réglée, elle est toujours au cœur de tous les débats au Québec. Il ne s'agit donc pas là d'une question de majorité, quelle qu'elle soit, mais de courage politique. Les Libéraux n'ont pas le courage de signer la constitution *canadian*. Les libéraux ne veulent pas consentir à l'assimilation pure et simple de la nation canadienne-française. Les péquistes, eux, n'ont pas le courage de sortir du cadre constitutionnel *canadian* et de mettre en place les moyens de réaliser l'article 1 de leur programme, dans les faits.

En 1981, Trudeau modifiait à tout jamais le *Canada* en rapatriant la constitution et en y enchâssant la Charte canadienne des droits et libertés. Trudeau n'avait alors obtenu l'assentiment d'aucune majorité au Québec pour procéder à cet important changement constitutionnel. Il était au pouvoir, les *canadians* lui avaient accordé leur confiance. Trudeau gouvernait. Aujourd'hui, à part au Québec, on trouve très peu de *canadians* pour s'en plaindre.

L'ADQ propose de :

« renforcer l'autonomie financière du Québec en donnant la priorité au rétablissement de l'équilibre fiscal entre les paliers de gouvernement, à la diminution de l'endettement du Québec, à la réduction de la dépendance à l'égard de la péréquation, et à l'instauration d'un seul rapport d'impôt pour les contribuables québécois »

Qui est contre l'adoption d'une constitution proprement québécoise? Qui est contre l'adoption d'une citoyenneté propre au Québec? Qui est contre la mise sur pied d'un État ayant les moyens de répondre aux besoins de la population, de résoudre ses problèmes, de distribuer des allocations familiales universelles substantielles, des baby-bons, etc.? Bref, tout ça est la vertu quoi. C'est de la tarte aux pommes. Tout le monde veut en manger, et, la tarte aux pommes, c'est bon. Ce programme répond aux aspirations de la très forte majorité des Québécois, mais demeure un bout de papier et le restera puisque l'ADQ se refuse les moyens de le mettre en œuvre — des gestes unilatéraux — sous le prétexte fallacieux de ce qu'« il est possible de retrouver une place pour le Québec dans l'ensemble canadien ».

« ...par la conduite de relations bilatérales et d'égal à égal avec Ottawa... »

Ostentatoire, Dumont nous garroche des « d'égal à égal » par la tête. C'est un parfait délire. Si deux choses sont égales en soi, elles sont nécessairement de même nature. Or, une province ne sera jamais de la même nature qu'un pays, tant s'en faut, surtout si elle se trouve au sein de celui-ci. L'égalité, en cette matière, exige l'indépendance.

De certitude

André Boisclair parle de 4 « E » : Éducation, Économie, Environnement et Espoir. Dumont, pour sa part, parle de 4 « A » : Affirmation, Autonomie, Action et Avenir... À trop accommoder l'ennemi fédéral, le PQ s'enlène pour se faire battre sur son propre terrain, pour se faire tasser dans le coin, pour se faire mettre en échec. S'il ne réagit pas rapidement et solidement, le PQ va pousser les nationalistes dans les bras de l'ADQ. Le PQ doit assumer la lettre et l'esprit de son programme. Le PQ doit assumer les devoirs inhérents à l'héritage historique légué au peuple québécois. Le PQ doit enfin servir l'intérêt du peuple et du peuple seulement.

Il est une chose absolument certaine par ailleurs. Si Mario Dumont tient parole et y va de gestes propres aux États souverains, comme le PQ, il devra agir de façon unilatérale : anticonstitutionnellement.

Sasha-A. Gauthier, présidence
Sophie St-Gelais, vice-présidence
Félix Pinel, organisation
Marilyne Lacombe, secrétariat
Willie Gagnon, communication

Mouvement pour une élection sur la souveraineté